

FÉVRIER 2023 / NUMÉRO 8

VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE *IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE*



QATARGATE AU PARLEMENT EUROPÉEN

OÙ EN EST L'AFFAIRE DE CORRUPTION ?



Entretien exclusif

GEORGES MALBRUNOT

Journaliste, spécialiste du Moyen-Orient,
co-auteur de *QATAR PAPERS*

NOTRE BELLE EUROPE

Découvrons le Portugal et sa capitale

ELON MUSK

L'homme qui venait d'ailleurs



JORDAN **BARDELLA** • THIERRY **MARIANI** • DOMINIQUE **BILDE** • VIRGINIE **JORON** • JEAN-PAUL **GARRAUD**
 CATHERINE **GRISSET** • GILLES **LEBRETON** • JEAN-FRANÇOIS **JALKH** • AURÉLIA **BEIGNEUX** • PHILIPPE **OLIVIER**
 ANNIKA **BRUNA** • FRANCE **JAMET** • ANDRÉ **ROUGÉ** • MATHILDE **ANDROUËT** • JEAN-LIN **LACAPELLE**
 MARIE **DAUCHY** • ÉRIC **MINARDI** • PATRICIA **CHAGNON**

ÉDITOS 4-5

Jean-Paul Garraud, Président
de la Délégation française du Groupe ID
Jordan Bardella, Vice-Président du Groupe
Identité et Démocratie

ACTUALITÉS 6

**Elon Musk / International / Liberté
d'expression**



VIE QUOTIDIENNE 8

**Le marché unique a 30 ans
Bientôt une monnaie virtuelle ?**

SUR LE TERRAIN 10 À 13

**Les dîners-débats se poursuivent
Conférence sur le wokisme
Polynésie française : plus qu'un rêve,
une formidable promesse
Des députés français ont rencontré
le Président du Parlement slovaque**

DOSSIER THÉMATIQUE 14 À 19

**QATARGATE AU PARLEMENT EUROPÉEN
OÙ EN EST L'AFFAIRE DE
CORRUPTION ?**

**Après le Qatargate,
le Pfizergate**

Virginie Joron
Député européen

ENTRETIEN EXCLUSIF
Georges Malbrunot
Journaliste, écrivain,
co-auteur de *QATAR PAPERS*



BELLE EUROPE 20 À 23



À la découverte...

du Portugal et de Lisbonne

Itinéraire présenté par Jean-François Jalkh

TRIBUNES 24-25

**EXPOSITION
EN SOUTIEN AUX FEMMES
IRANIENNES**
Mathilde Androuët
Député européen

**« DILIGENCE RAISONNABLE »
L'UE ALOURDIT
LE FARDEAU
DES ENTREPRISES**
Aurélia Beigneux
Député européen

LU POUR VOUS 26

**Nécessaire souveraineté
de Coralie Delaume, essayiste**

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
DU GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN
Directeur de la publication : Philippe Olivier
Pour joindre la rédaction : Groupe ID - Parlement européen
Allée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman
Bureau M03075 - 67070 STRASBOURG
contact@id-france.eu

Imprimeur : Agence Unanime

Photo de couverture : Euro / Adobe Stock

Photo 4^e de couverture : Palais national de Pena / Adobe Stock / SIPA

Jean-Paul Garraud

Député européen

Président de la Délégation française du Groupe ID

« Parlons de corde dans la maison d'un pendu et de corruption au Parlement européen ! »

Au moment où une affaire de corruption au Parlement européen prend chaque jour plus d'ampleur, nous avons décidé de ne pas écouter l'adage populaire qui, en cas de problème, invite à une retenue gênée : « On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu ».

Dès la révélation du Qatargate, nous avons réclamé la création d'une commission d'enquête européenne immédiate. Cette commission « vérité » nous a été refusée par la coalition européiste. Vous verrez d'ailleurs dans ce numéro que les instances internes de contrôle de l'UE ont également brillé par leur absence dans cette affaire.

Parce que cette affaire est loin d'être un accident mais apparaît comme la partie émergée d'un iceberg de corruption systémique, la Délégation française RN n'entend pas lâcher la pression : dans chacune de leur commission, les députés RN montent au créneau pour établir les conditions dans lesquelles ont été obtenues certaines décisions suspectes en faveur du Qatar. De manière plus ostensible, notre Délégation a décidé de donner la

parole à l'un des grands spécialistes de la question, le célèbre journaliste Georges Malbrunot, dans l'enceinte même du Parlement de Strasbourg, à l'occasion d'une conférence que nous avons organisée et qui sera traduite en six langues.

Au travers de ce nouveau numéro, vous pourrez une fois de plus constater que vos élus RN au Parlement européen sont présents sur tous les terrains, sur toutes les réflexions politiques, culturelles, militaires ou géopolitiques et prennent une part active à tous les débats annexes qui engagent votre vie quotidienne, vos emplois ou vos libertés.

Nous reviendrons également sur les aberrations d'une Union européenne hors-sol qui vient, une fois de plus, pénaliser nos entreprises avec des exigences de normes toujours plus contraignantes et menacer nos savoir-faire ancestraux comme l'art du vitrail.

Enfin, nous vous ferons voyager du Portugal à la Polynésie, parce que les plus beaux endroits d'Europe et du monde méritent d'être connus, pas seulement pour leurs paysages paradisiaques. ■

Jordan Bardella

Député européen

Vice-président du Groupe Identité et Démocratie

« L'Union européenne agit contre votre pouvoir d'achat »

Alors que l'Europe traverse depuis un an une grave crise inflationniste, avec une envolée des prix des biens de première nécessité comme l'énergie et la nourriture, l'Union européenne multiplie les conciliabules à Bruxelles sans avoir jamais apporté de solution concrète. La réforme du marché européen a été ensevelie sous les piles de dossiers des technocrates européens, et un mécanisme de protection des consommateurs se fait toujours attendre.

Aux abonnés absents lorsqu'il s'agit de soutenir les citoyens européens dans une situation d'urgence, l'Union européenne est en revanche toujours très créative pour concevoir des réformes nuisibles au pouvoir d'achat. Au nom de l'idéologie de la concurrence, la politique européenne n'a cessé d'imposer aux États membres des mesures de libéralisation qui ne profitent qu'à quelques intérêts privés et conduisent à amputer un peu plus le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires. Lors des prochains mois, nous aurons encore à subir les conséquences de ces choix politiques.

En ce mois de février, les tarifs des péages autoroutiers vont être augmentés de 4,75 %. Cette augmentation record est le résultat direct de la cession des autoroutes à des sociétés privées au nom de la religion bruxelloise de la concurrence. Comme l'avait reconnu l'ancien premier ministre Dominique de Villepin devant une commission d'enquête du Sénat en juillet 2020, la cession des autoroutes à des concessionnaires privés

a été engagée afin de « se conformer aux exigences de la Commission européenne, qui était favorable à l'ouverture à la concurrence ». Depuis la cession de ces infrastructures financées par le contribuable à des intérêts privés, les prix des péages ont explosé, et la rentabilité des sociétés concessionnaires atteint des niveaux mirobolants. Face à la prédation des sociétés d'autoroute, l'administration de Bercy a même proposé dans un rapport de baisser de 60 % les tarifs des péages. Bruno Le Maire s'est empressé de jeter ce rapport au panier pour ne pas avoir à affronter la Commission européenne.

Le 30 juin prochain, l'État français mettra fin au tarif réglementé du gaz, afin de respecter les directives européennes. 2,6 millions de ménages devront ainsi renoncer au tarif réglementé et souscrire à une offre de marché. Ils risquent alors de connaître la situation que connaissent déjà nombre de nos petites entreprises et de nos commerçants, comme les boulangers, qui ne peuvent plus être protégés par un tarif stable et voient

leurs factures fluctuer au gré de l'évolution des prix sur le marché du gaz.

Enfin, le projet de recul de l'âge de départ à la retraite, accepté par le Gouvernement en contrepartie des maigres fonds du plan de relance européen octroyés en 2021, va contraindre de plus en plus de Français, épuisés avant d'atteindre l'âge de départ à taux plein, à partir à la retraite avec une décote et accepter une baisse de pension.

Aucune de ces mesures ne répond à une nécessité économique. Elles ne sont que le résultat de la soumission aux injonctions bruxelloises. L'Union européenne devait nous permettre d'affronter plus sereinement les défis du XXI^e siècle grâce à la coopération entre États; elle est devenue un vecteur de faiblesse et d'appauvrissement des Européens. Plus que jamais, l'arrivée au pouvoir des patriotes en Europe est cruciale pour revenir sur cette idéologie délirante et retrouver une politique qui protège notre pouvoir d'achat. ■



ELON MUSK

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS

S'étant emparé récemment avec habileté de Twitter, Elon Musk affronte l'alliance entre les GAFAM, ces géants technologiques, et l'establishment occidental qui souhaite contrôler la parole dans l'espace numérique.

L'apparition d'un extraterrestre

Pas une semaine sans que nos journaux ne publient un article sur Elon Musk, tantôt pour louer son génie visionnaire, tantôt pour s'alarmer de sa soif de liberté d'expression qui serait complotiste et flirterait avec le trumpisme.

PDG de SpaceX (lancement de fusées et satellites), de Neuralink (implants cérébraux), il est surtout reconnu comme le patron de la marque phare de véhicules électriques Tesla.

Celle-ci a dégagé rien de moins que 12,5 milliards de bénéfices en 2022 et a produit 1,369 million de véhicules, avec un cours en bourse

pesant plus que ceux de Toyota, Volkswagen et Renault réunis !

Mais c'est le récent feuilleton autour de son rachat de Twitter pour 44 milliards d'euros qui aura définitivement installé son autorité. Sa première déclaration à cette occasion donne le ton : « La liberté d'expression est le fondement d'une démocratie qui fonctionne, et Twitter est la place publique numérique où sont débattues les questions vitales pour l'avenir de l'humanité ».

Un libertarien qui révolutionne le monde

Sa première décision fut de licencier la majeure partie de l'équipe de modérateurs souvent wokistes et coupables, à ses yeux, de censure.

Cofondateur et président-directeur général de la société astronautique SpaceX, directeur général de la société automobile Tesla. En octobre 2022, il devient le propriétaire de Twitter, un achat à 44 milliards de dollars.

Acclamé par les conservateurs, il inquiète désormais les progressistes qui s'étouffent quand il réautorise l'ouverture du compte de l'ancien président des États-Unis, Donald Trump. Pourtant, ce natif d'Afrique du Sud, pourfendeur du wokisme, affiche des positions paradoxales, puisqu'il est à la fois donateur des camps républicain et démocrate. Il ne se prive d'ailleurs pas de surnommer Biden « Joe l'endormi ».

Il n'hésite pas à donner son avis politique tranchant, s'oppose à la « tyrannie des minorités », pourfend les représentants des médias, du monde de la technologie et du milieu universitaire.

Comme par hasard, la Commission européenne s'est, elle aussi, émue de cette nouvelle situation. Dès la prise de contrôle de l'oiseau bleu, Thierry Breton, au nom de l'Union européenne, a immédiatement menacé le turbulent et imprévisible nouveau patron de Twitter et lui a enjoint de respecter « les valeurs de l'Union ».

Nul doute que l'indocile Elon Musk a dû trembler.

TWITTER FILES

E. MUSK OUVRE LA CAGE DE L'OISEAU BLEU

L'affaire des documents « Twitter files », ces fichiers internes de Twitter mis à jour par le nouveau patron Elon Musk, révèle que la plate-forme aurait supprimé de vraies informations de médecins et experts en santé publique qui étaient en contradiction avec la politique du gouvernement de Joe Biden. Sous couvert de lutte contre la désinformation, Twitter aurait donc soutenu à plusieurs reprises le discours le plus politiquement correct sur le Covid 19, parfois loin de la réalité scientifique.

Curieusement, l'Union européenne, si prompt à traquer toute désinformation sur les réseaux sociaux, semble ne pas s'en émouvoir. Y aurait-il de vertueuses désinformations ?



LEVÉES D'IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES

LE GROUPE ID DÉFEND LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Au nom du Groupe Identité et Démocratie, Gilles Lebreton s'est opposé à la demande de levée d'immunité parlementaire de députés qui s'étaient exprimés sur le rôle des ONG dans l'immigration ou sur la construction de mosquées en lien avec les islamistes. Notons qu'il s'agissait de députés n'appartenant pas au Groupe, ce qui démontre bien que pour le Groupe ID les principes sont plus importants que les préférences partisans.

À l'Est, rien de nouveau

Les élections présidentielles tchèques ont vu s'affronter deux candidats bien connus des citoyens du pays. Longtemps favori des sondages, le milliardaire de droite Andrej Babiš, ancien chef du gouvernement et président du parti « Action des citoyens mécontents », s'est finalement incliné face à son adversaire Petr Pavel, qui devient ainsi le nouveau Président de la République tchèque avec un score de 58,32 %.

Candidat indépendant, pro-occidental, ancien chef d'état-major général de l'armée tchèque et président du comité militaire de l'OTAN, Pavel a su convaincre les électeurs grâce à son passé militaire et atlantiste, particulièrement parlant en ces temps de guerre à l'Est.

Notre allié du SPD (Liberté et Démocratie Directe) présidé par Tomio Okamura représente plus que jamais l'alternance.



Tomio Okamura, Président du SPD, le parti national tchèque

L'UNION EUROPÉENNE NOUS ENTRAÎNE-T-ELLE DANS UNE LOGIQUE DE GUERRE ?

Pendant longtemps, il a été de bon ton de proclamer : « L'Europe, c'est la paix ». Or, cette promesse de paix éternelle dont l'Union européenne avait fait son principal argument semble s'éloigner chaque jour davantage.

La promesse de paix de l'UE s'évanouit

De votes en mesures de sanction, de déclarations publiques en soutien militaire, l'Union européenne semble prendre une part de plus en plus active dans un conflit dont le risque est de s'internationaliser.

Sans aucun mandat, l'Union européenne a déjà fourni près de 2,5 milliards d'euros d'aide militaire à l'Ukraine et certains de ses membres prennent désormais la responsabilité de livrer des armes offensives lourdes, quitte à être considérés comme cobelligérants.

Dans une proposition de résolution récente*, l'UE élargit la définition des motifs de guerre à la désinformation, aux pressions économiques ou à l'« influence politique subversive ».

Une logique belliciste

On le voit, dans le sillage de l'Otan qui semble fixer les objectifs et le calendrier, l'Union européenne a fait le choix de la surenchère comme s'il s'agissait de préparer les opinions publiques à engager nos pays dans une logique belliciste.

Certes l'invasion de la Russie méritait une condamnation, mais la raison comme le souvenir des engrenages historiques qui conduisirent l'Europe à une conflagration générale appellent, plus que jamais, les dirigeants européens et nationaux à la prudence. ■ PFL.

*Proposition de résolution du Parlement européen sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune - Rapport 2022 (2022/2055 (INI)



Ursula von der Leyen : des discours d'un bellicisme irresponsable

Les 30 ans du marché unique À QUAND L'ÂGE DE RAISON ?

par Jean-Lin Lacapelle

L'année 2023 marque le 30^e anniversaire du marché unique (ancien marché commun). Quel bilan peut-on tirer ?

L'idée d'un marché unique part d'une bonne intention. Il s'agissait de permettre aux pays européens de commercer entre eux en levant les contraintes douanières ou en homogénéisant les normes.

La contrepartie qu'on aurait pu attendre d'une telle solidarité intra-européenne aurait dû être une protection de ce marché contre les importations extérieures et l'établissement d'une préférence en faveur des produits *made in UE*.

Mondialisation : le grand dérèglement

Or, rien de cela ne s'est passé. La soumission de l'UE à la logique mondialiste et à la règle du moins

disant a poussé à la déréglementation générale et, au travers d'accords de libre-échange non maîtrisés, à la submersion de nos marchés intérieurs de produits extra-européens.

Les pays européens ont, par ailleurs, refusé de jouer le jeu de la préférence communautaire comme l'illustre par exemple l'achat massif d'avions de combat américains par l'Allemagne ou la Pologne.

Du marché unique européen au marché unique mondial

Les conséquences de ce laisser-aller/laisser-faire son terribles :

délocalisations, concurrence sauvage, course au moins disant, dumping social, travailleurs détachés, pénuries, dépendances industrielle, énergétique et numérique, concurrence avec des produits sans normes, fraudes aux importations...

Remettre un peu d'ordre

Les trente ans du marché unique doivent être l'occasion d'une évaluation et d'une prise de conscience. Il faut engager sans attendre des mesures correctrices voire une réforme de fond de ce marché européen qui tient davantage du bazar mondialisé que d'un marché véritablement européen. ■

Le marché unique a succédé au Marché commun qui, dans le cadre de la Communauté économique européenne (CEE) mise en place en 1957, se caractérisait notamment par la suppression progressive des droits de douane entre États membres et la convergence des normes. À cette libre circulation des biens s'est progressivement ajoutée la libre circulation des services, des per-

sonnes et des capitaux.

En interdisant toute mesure de protection, immédiatement disqualifiée car prétendument « protectionniste », l'Union européenne a permis, depuis trente ans, aux principaux concurrents de l'Europe, la Chine et les États-Unis, de donner libre cours à leurs velléités commerciales sur nos marchés intérieurs.

La parenthèse de la mondialisation béate se referme chaque jour davantage. Tous les pays du monde l'ont compris et mettent en place, à juste titre, des politiques de relocalisation et de régulation douanière... Tous sauf nos pays qui n'ont pas compris que pour pouvoir être forts à l'export, il faut d'abord maîtriser son marché intérieur.

Voulez-vous devenir « entomophage* » ?

Ça vous dit de manger des insectes ? C'est ce à quoi nous invite l'Union européenne en autorisant l'introduction de farines d'insectes dans notre alimentation. Cela concerne le criquet migrateur, le ver de farine ou le grillon domestique qui pourront être vendus « congelés, séchés ou en poudre ».

Toutes ces charmantes bestioles pourront être intégrées dans des pains, sauces ou pizzas comme « protéines animales ». Virginie Joron, député européen du RN, a demandé à la Commission européenne une meilleure prise en compte des risques d'allergie et un étiquetage clair pour éviter des consommations « à l'insu de notre plein gré ».

* Entomophagie : consommation d'insectes par l'être humain.

EURO NUMÉRIQUE Bientôt une monnaie virtuelle pour remplacer le cash



L'UE a mis à l'étude un euro numérique, un mode de paiement virtuel pour remplacer le cash et pouvoir tracer vos moindres dépenses. Les défenseurs des libertés s'inquiètent.

« Big Brother is watching you »* : le fameux slogan de « 1984 », le roman dystopique de Georges Orwell sur une société entièrement sous contrôle, pourrait bientôt (d'ici un an) passer du registre de la science-fiction à celui de la réalité à cause de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne (BCE).

De quoi s'agit-il ? Après des années d'infusion médiatique, la BCE a, depuis 2020, lancé les phases d'études d'un « euro numérique », c'est-à-dire un euro, non plus seulement physique, mais informatique, disponible pour les dépenses courantes des particuliers et des entreprises.

Une menace pour les libertés

Sous prétexte de vous faciliter la vie, les paiements se dérouleraient comme cela se fait pour le télépéage d'autoroute de manière automatique et pourquoi pas, disent certains, à votre insu, avec évidemment un traçage de toutes les transactions.

Présenté officiellement comme un complément aux espèces, on comprend que le but de ce dispositif est, à terme, la disparition progressive de l'argent liquide avec son corollaire attendu par les instances bruxelloises : le contrôle des dépenses même minimales des citoyens.

De son côté, la BCE consciente des critiques s'efforce de proclamer qu'elle ne récoltera pas les données. Tous les observateurs de bonne foi, eux, pointent la question des libertés publiques et du respect de la vie privée.

Le projet d'euro numérique pourrait devenir réalité à l'horizon 2026 ou 2027, à moins bien sûr que les opinions publiques et le rapport de force politique ne s'y opposent résolument. ■ LMBdB.

* « Le Grand Frère te surveille »

ARTISANAT L'art du vitrail en danger

Un nouveau texte européen met en danger notre patrimoine religieux et des artisans travaillant sur les vitraux. Comment ?



Un savoir-faire prodigieux pour allier tout en douceur les couleurs à la lumière.

La France possède la plus grande surface de vitraux du monde et pas moins de 450 entreprises artisanales vivent de la production de vitraux au plomb. Ces merveilles de savoir-faire ornent nos églises et nos cathédrales, mais aussi nombre de monuments privés et publics. Depuis plus de 1 000 ans, les Européens ont affiné jusqu'à la perfection ce joyau patrimonial de l'art de la représentation sur verre.

Du plomb dans l'aile

Dans le cadre du REACH (texte européen qui encadre la fabrication et l'utilisation des substances chimiques dans l'industrie), l'UE s'achemine vers une interdiction pure et simple de l'utilisation du plomb avec pour conséquence la remise en cause légale de l'art du vitrail.

Nos vitraux d'églises condamnés ?

Les vitraux sont, en effet, assemblés grâce à des baguettes de plomb soudées entre elles à l'étain. Comme l'ont reconnu le Ministère de l'Éducation et les architectes des Bâtiments de France, aucune autre méthode n'existe. Quant aux risques liés au plomb, ils ont été, depuis longtemps, intégrés par les professionnels du métier.

Une mesure brutale et inconsidérée

Interdire le plomb là où il représente une menace et où il peut être remplacé par un autre matériau peut se comprendre aisément. Ce n'est pas le cas pour les vitraux au plomb.

Au lieu d'interdire sans réfléchir, les instances européennes doivent soutenir la recherche et l'innovation pour trouver une alternative au plomb. En attendant, ce texte doit être suspendu comme l'a demandé en commission « culture » notre députée Catherine Griset.

LES DÎNERS-DÉBATS UN GRAND SUCCÈS À TRAVERS TOUTE LA FRANCE

Vos députés Rassemblement National poursuivent leur tournée à travers toute la France sur le thème « Où va l'Europe ». Ces rencontres connaissent un immense succès. Demain dans votre ville.

Jean-Paul Garraud en Dordogne



Virginie Joron en Gironde



Mathilde Androuët dans l'Aisne



Philippe Olivier dans le Val d'Oise



Prochaines dates déjà programmées : Hauts-de-Seine, Territoire de Belfort, Allier, Loiret, Seine-et-Marne, Manche, Vaucluse, Maine-et-Loire...

Les députés Rassemblement National sur tous les terrains



1. Catherine Griset et Aurélia Beigneux, députées européennes, se sont rendues à Nausicaá, centre national de la mer. La protection des océans et des espèces marines est un enjeu majeur pour notre avenir.

2. Philippe Olivier, député européen, accompagne Marine Le Pen en déplacement au Sénégal.

3. Hélène de Lauzin, historienne, a rappelé, lors de la conférence « Régions et ensembles européens, d'hier et d'aujourd'hui » organisée par André Rougé, l'importance des États-nations et la place des régions en leur sein.

4. En déplacement en Hongrie, Patricia Chagnon était invitée en direct sur la télévision hongroise pour évoquer notamment le Qatargate mais aussi pour parler des actions du Groupe ID.

Conférence au Parlement européen LE WOKISME : UN DANGER POUR L'EUROPE DÉCONSTRUIRE LA DÉCONSTRUCTION

Le 24 janvier dernier, le Groupe Identité et Démocratie organisait une conférence animée par Philippe Olivier, Patricia Chagnon, Suzana Ceccardi, Nicolaus Fest, députés du Groupe Identité et Démocratie, et David L'Épée, écrivain et intellectuel suisse. Quatre questions à Philippe Olivier :

Vous avez organisé au Parlement de Bruxelles une conférence sur le wokisme, pour quelles raisons ?

Le wokisme est un phénomène mal connu mais il relève d'une offensive parfaitement organisée que nous ne pouvons pas ne pas combattre. Au même titre que l'immigration affecte les équilibres démographiques et notre identité, au même titre que la mondialisation attente à notre économie et à notre modèle social, le wokisme, qui est une entreprise de déconstruction, vise à remettre en question nos valeurs et le lien national. Si elle est souvent mal connue du grand public, cette pensée délétère est très présente dans le monde universitaire, médiatique et même politique.

En quoi selon vous le wokisme porte-t-il atteinte au lien national ?

L'idéologie woke ramène tout à un rapport obsessionnel entre oppresseurs et opprimés. Dans une compétition victimaire générale, les wokistes entendent

pousser toutes les personnes à se sentir opprimées, à un titre ou à un autre, par un système prétendument organisé : l'oppression des noirs par les blancs, des femmes par les hommes, des handicapés par les valides, des musulmans par les non-musulmans, etc. Toutes les victimes de ces prétendues « oppressions systémiques » se retrouvent dans ce qu'ils appellent « l'intersectionnalité », c'est-à-dire une offensive de ces groupes minoritaires contre les valeurs de notre société. Le wokisme est une arme de fragmentation massive de la communauté nationale.

En quoi cela intéresse-t-il le politique ?

Le wokisme, c'est l'alliance du comité Adama, des islamistes, du Cran, des indigènes de la République, de Sandrine Rousseau et des pires communautaristes anti-français.

Le politique ne peut se désintéresser d'une idéologie qui professe qu'il faut abolir notre histoire, la liberté scientifique, l'égalité d'accès aux fonctions, ou même l'équilibre des relations entre individus. Il faut bien sûr apporter une

réponse philosophique et intellectuelle mais il faut également une réponse politique et même législative. Les réunions interdites aux blancs ou interdites aux hommes tombent sous le coup de la loi. Les mineurs doivent être protégés de certaines campagnes d'incitations folles comme le changement de sexe, la stérilisation ou le suicide assisté. La liberté scientifique doit être garantie dans toutes les écoles et universités.

Quelles initiatives allez-vous prendre ?

Nous allons mener une réflexion sur deux fronts qui débouchera sur des actions :

- Le terrain intellectuel avec des conférences et des colloques à l'image de celui que nous venons d'organiser avec David L'Épée, intellectuel suisse, essayiste et directeur d'une revue de réflexion.

- Le terrain législatif avec la constitution d'un groupe parlementaire de travail réunissant des députés français et des députés européens avec pour objectif la riposte législative.

Vous le voyez, la contre-offensive est engagée. ■

La conférence de David L'Épée au Parlement européen a servi de base à un échange avec des députés européens sur le wokisme. Ici, Patricia Chagnon, députée française RN, Suzana Ceccardi, députée italienne de la Lega, Nicolaus Fest, député allemand de l'AfD.



LA POLYNÉSIE PLUS QU'UN RÊVE, UNE FORMIDABLE PROMESSE

Seul élu de Polynésie du Parlement européen, Éric Minardi est un défenseur acharné de ces terres françaises du bout du monde, et particulièrement de cet archipel composé de centaines d'îles s'étendant sur une superficie de 5 millions de km², soit l'équivalent de l'Union européenne.



Éric MINARDI
Député français au Parlement européen



C'est très logiquement que ce député européen du Rassemblement National porte avec passion la thématique de « l'or bleu », c'est-à-dire la juste exploitation des océans pour donner à ces territoires leur autonomie économique et énergétique et à la France les débouchés extraordinaires qu'offrent ses immenses possessions maritimes.

Homme d'entreprise attentif aux innovations portées par des filières spécialisées, Éric Minardi défend notamment le projet d'une « Université internationale de la mer ». Ce grand pôle d'excellence pour lequel il plaide assurerait la formation des jeunes étudiants locaux, ingénieurs, biologistes, techniciens et même des juristes.

Se créerait autour de ce centre de formation, un éco système technique et économique permettant le développement de nouvelles activités économiques ou de recherche avec à la clef de nombreux brevets exploitables, l'émergence d'entreprises spécialisées, la capacité de contrôle des normes écologiques des activités maritimes...



Eric Minardi sur l'atoll d'Anaa

Une exploitation raisonnée des richesses marines

Exigence à la fois économique et écologique, ce grand projet vise à engager une ambitieuse politique de mise en valeur des richesses marines, tout en préservant l'extraordinaire biodiversité qui est un des atouts irremplaçables de ces îles.

Une vision innovante

Les pistes d'innovation sont impressionnantes : la production d'électricité à partir du solaire et de l'énergie thermique des mers (ETM : utilisation de l'eau de surface à 24°); l'utilisation de l'effet SEEBECK de conversion de la chaleur de l'eau en électricité; la climatisation notamment des installations collectives ou hospitalières grâce au puisage d'eau à 3 ou 4 ° à 800 mètres de profondeur (SWAC : Air conditionné par l'eau de mer); récupération des déchets afin d'en faire, soit des composts avec des matières organiques, soit des chemins avec la récupération du verre transformé en billes pour matériaux d'agrégat...

Au-delà de ses paysages de rêve et de ses îles perdues, au-delà de ses lagons translucides et de ses cascades végétales, au-delà de ses sables blancs ou de ses fleurs luxuriantes, la Polynésie recèle bien des atouts qui n'attendent qu'à être valorisés.

À nous de faire entrer la Polynésie dans le troisième millénaire. ■



Stelle de l'autonomie de Papeete

Déplacement en Slovaquie

LES DÉPUTÉS FRANÇAIS RENCONTRENT LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT SLOVAQUE

Vendredi 27 janvier 2023. Six députés français du Groupe Identité et Démocratie arrivent à Bratislava. Si la neige qui tombe à minces flocons et les merveilles de cette ville millénaire attirent l'œil, c'est bien pour un déplacement politique que nos élus ont quitté les couloirs froids du Parlement européen.

Accueillis par nos partenaires du parti « Sme Rodina », c'est-à-dire « Nous sommes une famille », ils ont pu échanger pendant de passionnants entretiens autour du modèle politique slovaque et de ses défis à l'heure de la guerre en Ukraine et des prétentions démesurées de la Commission européenne.

La Slovaquie bénéficie nettement des fonds structurels de l'Union européenne. À la différence de la France, elle reçoit de l'UE plus d'argent qu'elle ne lui octroie. Pays de 5,5 millions d'habitants qui sut préserver son identité nationale malgré toutes les dominations qui s'exercèrent sur lui, la Slovaquie demeure par ailleurs très attachée à ses prérogatives nationales, notamment en matière énergétique. Elle a ainsi su continuer à développer son industrie nucléaire

ou négocier une exception à l'embargo général sur les hydrocarbures russes, dont elle est particulièrement dépendante.

C'est la leçon politique que l'on peut tirer du discours du Président de l'Assemblée nationale slovaque et de Sme Rodina, Boris Kollar, qui a longuement reçu notre délégation : la cohésion et l'unité des Slovaques leur permettent de défendre efficacement leurs intérêts à Bruxelles sans transiger sur les spécificités culturelles de leur peuple.

Un exemple dont Patricia Chagnon, Marie Dauchy, France Jamet, Virginie Joron, Jean Lin Lacapelle et Thierry Mariani s'inspireront assurément dans l'hémicycle européen et le débat public face à ceux qui travaillent à la dissolution des Nations. ■

Les députés du Groupe ID avec Boris Kollar, président du Parlement slovaque et Ludovit Goga, député slovaque de Sme Rodina devant le château de Bratislava.



QATARGATE AU PARLEMENT EUROPÉEN

OÙ EN EST L'AFFAIRE DE CORRUPTION ?

Qatargate et Pfizergate : tempête de boue sur les institutions européennes... Depuis des semaines, le Parlement européen et la Commission patagent dans l'eau sale de la corruption, de l'argent du Qatar déversé sur des élus influents, de l'ingérence étrangère, de contrats suspects autour de vaccins : il y a quelque chose de pourri dans la bulle de Bruxelles.



Le 17 janvier, l'ancien eurodéputé et cerveau présumé de l'affaire, Pier-Antonio Panzeri, a promis de tout révéler en échange d'une remise de peine. Sur les bancs de l'assemblée, certains tremblent !

En décembre 2022 éclatait dans la presse européenne un énorme scandale de corruption au Parlement européen. Le corrupteur est le Qatar; les corrompus sont des députés européens ainsi que de hauts responsables d'ONG (organisations non gouvernementales).

Le Qatar, par son système de corruption au sein même de la bulle UE, avait donc très probablement en partie la main sur la politique du Parlement vis-à-vis du Moyen-Orient, à travers certains membres importants du groupe socialiste dont une vice-présidente de l'institution, Eva Kaili!

Le Parlement européen, qui d'habitude est toujours enclin à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dans le monde, avait récemment adopté un discours bienveillant vis-à-vis du Qatar.

En matière de décisions troubles, la Commission européenne n'est pas en reste. À l'automne, la Cour des comptes européenne a publié un rapport accablant sur la gestion des achats de vaccins par la Commission. 71 milliards d'euros jusqu'à fin 2023, pour 4,6 milliards de doses, hors de toute transparence. Nous apprenions aussi que sa présidente, Ursula von der Leyen, échange des SMS avec Pfizer, le principal laboratoire pharmaceutique fabriquant un vaccin contre la Covid-19, sans les communiquer aux députés qui souhaitent avoir toute la clarté sur cette affaire.

Revenons sur ces multiples affaires, du Qatargate au Pfizergate, car face à ces interrogations, les réponses des dirigeants de l'UE ne sont pas à la hauteur des scandales à répétition. ■

QATARGATE: ACCIDENT ISOLÉ OU CORRUPTION SYSTEMIQUE ?

En 2010, durant la présidence de N. Sarkozy, le Qatar fut choisi, à la surprise générale, pour organiser la prestigieuse Coupe du monde de football

Le choix de cet émirat islamiste connu pour ses positions obscurantistes sur les femmes ou l'homosexualité ou pour son indifférence au coût humain de ses constructions de stades (6 000 morts) avait étonné. Une polémique qu'Emmanuel Macron avait balayée en proclamant « qu'il ne fallait pas politiser le sport » et en renvoyant le ballon aux décisionnaires de l'époque c'est-à-dire la Fifa et Nicolas Sarkozy.

E. Macron n'ignore évidemment pas qu'une information est ouverte sur cette décision par le parquet national financier (PNF).

On se souvient que c'est précisément dans ces années que le Qatar obtint aussi de mirobolantes exemptions fiscales pour ses ressortissants et ses entreprises.

Un hasard sans doute !



Nicolas Sarkozy, un grand ami du Qatar

AVANTAGES ACCORDÉS À QATAR AIRWAYS : LA COMMISSION EUROPÉENNE PEINE À S'EXPLIQUER



Sommée par la commission « transport » du Parlement européen de s'expliquer, le 31 janvier 2023, sur l'accord conclu par l'Union européenne avec le Qatar sur la concession du ciel européen, la Commission européenne a eu le plus grand mal à convaincre. Son représentant a cru pouvoir s'en tenir à des éléments de langage creux et dilatoires. Les élus lui ont manifesté avec la plus grande sévérité leur insatisfaction.

Langue de bois et dérobade : la Commission européenne semble bien en peine de justifier politiquement les avantages accordés au Qatar. Ici son représentant auditionné par la commission Transports

Des questions sans réponse

De nombreuses questions posées par les députés notamment français et italiens du Groupe ID sont, en effet, restées sans réponse :

- Pourquoi accorder, sans aucune contrepartie, aux 330 000 Qataris un accès à un marché aérien européen de 500 millions de consommateurs ?
- Pourquoi les parlementaires européens sont-ils exclus de toutes les discussions ?
- Quelles garanties a-t-on que cet accord n'ait pas fait l'objet de pratiques douteuses lors de la phase de négociation ?
- Quel avantage l'Europe tire-t-elle d'une entrée sur le marché d'un concurrent disposant du soutien anti-concurrentiel d'un état richissime qui ne s'aligne pas sur les exigences sociales ou écologiques des compagnies européennes ?
- Pourquoi l'accord est-il appliqué alors qu'il n'a même pas été ratifié ?

Les élus veulent comprendre

Assez peu convaincue par les explications, la commission « transport », toutes sensibilités réunies, a approuvé le principe d'une nouvelle convocation de la Commission européenne sur le sujet.



QATARGATE LES INSTANCES DE CONTRÔLE INTERNE AUX ABONNÉS ABSENTS

par Gilles Lebreton

Au sein de l'UE qui dispose d'un budget de 186 milliards d'euros et de pouvoirs importants sur 27 États européens, le risque de fraude et de corruption est élevé.

C'est pour y faire face que l'UE s'est dotée d'instances de contrôle et d'enquête internes.

Les premières sont des instances de coopération entre services des États membres : « Eurojust » pour les autorités judiciaires, un dispositif qui correspond à la vision du RN de coopération entre États souverains.

Les seconds dépendent des institutions européennes :

L'OLAF (« Office européen de lutte antifraude ») qui est une sorte de police interne. Ce service est compétent pour enquêter sur les fraudes. Il est particulièrement actif dès lors qu'il s'agit de constituer des dossiers à charge contre les pays politiquement récalcitrants (Hongrie ou Pologne), contre les services européens qui déplaisent à la Commission avec le honteux dossier instruit contre le directeur de Frontex, ou contre les opposants politiques de l'UE. Son manque d'objectivité a d'ailleurs été dénoncé, y compris par des européistes,

comme en 2015 dans une résolution critique*. En 2016, c'est la Commission européenne elle-même qui leva l'immunité de son directeur, le socialiste italien Giovanni Kessler, à la demande de la justice belge qui le suspectait d'avoir utilisé des méthodes illégales d'enquête.

LE PARQUET EUROPÉEN chargé de mener des enquêtes judiciaires et de poursuivre pénalement les personnes suspectées de fraude ou de corruption nuisant aux intérêts financiers de l'Union. Ses pouvoirs sont tellement exorbitants que 5 des 27 États membres de l'Union ont refusé de le reconnaître (Hongrie, Pologne, Suède, Danemark et Irlande).

On notera simplement que ces deux instances internes n'ont rien vu de la gigantesque affaire du Qatargate et qu'il aura fallu la justice belge pour révéler la valse des valises de billets. ■

* Résolution du Parlement européen du 10 juin 2015 sur le rapport annuel 2014 du comité de surveillance de l'OLAF

AL JAZEERA UNE CHAÎNE AU SERVICE DU QATAR ET DE L'ISLAMRIGORISTE



Khadija Benguenna, présentatrice sur Al Jazeera

Al Jazeera est la principale chaîne télévisée d'information en continu du monde arabe. Elle est plus discrètement un outil important du soft power qatari. Elle fut créée en 1996 par l'émir lui-même, Hamad ben Khalifa al-Thani qui avait besoin de sa chaîne pour distiller des messages en faveur de son pays. Son intention avouée était également de distiller des messages en direction des populations musulmanes du monde et notamment des musulmans des pays occidentaux.

Une stratégie d'influence

Aujourd'hui, depuis Doha et Londres, la chaîne commente en continu la politique intérieure française ou européenne ; elle ne se prive pas de délivrer des messages à un public majoritairement arabo-musulman, sur la laïcité, la place de l'Islam en Occident et en France ou la colonisation... Elle produisit un documentaire à charge contre le Rassemblement National en 2018.

On l'a compris, ce média un peu particulier ne relève pas d'une création spontanée mais s'inscrit, de la part de ce petit émirat riche, dans une stratégie d'influence parfaitement maîtrisée et dirigée notamment vers l'Europe.

APRÈS LE QATARGATE

UN PFIZERGATE AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE ?

La Cour des comptes européenne a publié un rapport accablant sur la gestion des achats de vaccins par la Commission européenne. 71 milliards d'euros jusqu'à fin 2023, pour 4,6 milliards de doses, hors de toute transparence et sans expertise claire.



Virginie JORON

Député européen
Membre de la commission spéciale sur la pandémie de COVID-19

Virginie Joron s'est beaucoup investie dans le dossier des vaccins

La Cour des comptes Européenne accable von der Leyen

Ce rapport a déclenché, suite aux nombreux signalements du public et par moi-même, l'ouverture d'une enquête par le Parquet européen (organe pouvant poursuivre les auteurs d'infractions portant atteinte au budget de l'UE) sur ces achats de contrats. La Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, les aurait négocié par simples SMS (!) et ils ont été transmis quasi-intégralement floutés aux députés européens.

Une obstination troublante

Bruxelles a commandé plus de 4 milliards de doses alors que nous sommes moins de 450 millions d'Européens.

Pourquoi aussi vouloir vacciner à tout prix les enfants alors que le COVID-19 chez l'enfant est le plus souvent asymptomatique ? Pourquoi les effets secondaires sérieux sont minimisés par la Commission et son agence du médicament ? Aujourd'hui les myocardites des jeunes, les troubles de la coagulation, les troubles

menstruels sont reconnus, d'autres symptômes post-vaccinaux apparaissent.

Les dirigeants de Pfizer entre aveu et dérobade

Janine Small, directrice des marchés internationaux de Pfizer, a avoué que Pfizer n'avait pas testé son vaccin pour savoir s'il stoppait la transmission du virus avant sa mise sur le marché. En trois mots, elle a anéanti l'argumentaire du pass COVID. Injecter les enfants « pour protéger mamie à Noël » ne reposait peut-être pas que sur de la science mais aussi sur de la croyance. Quid des soignants, pompiers et autres personnes suspendues pour avoir refusé un produit qui n'avait pas été complètement étudié ?

Albert Bourla, PDG de Pfizer a, quant à lui, systématiquement refusé de s'exprimer devant la commission spéciale COVID du Parlement européen. Comment expliquer ce refus de transparence au regard des milliards d'euros de contrats signés ?

Après le Qatargate, allons-nous vers un Pfizergate ? ■



Georges MALBRUNOT

Journaliste, spécialiste du Moyen-Orient et du conflit israélo-palestinien

Propos recueillis par Victoria de Vignerot

Georges Malbrunot est spécialiste du Moyen-Orient et grand Reporter pour Le Figaro. Il a également écrit ou co-écrit plusieurs ouvrages dont *QATAR PAPERS*. Pour la revue *Vue d'Europe*, il livre son analyse des lobbys qataris au sein des institutions et des États.

Vous avez publié plusieurs ouvrages dont le fameux « Qatar papers » sur la question des monarchies du Golfe. Comment expliquez-vous que nous cédions ou faisons financer des chaînes de magasins, des lieux prestigieux, le PSG, que certains deviennent propriétaires de demeures importantes ? Il n'y a pas que des raisons fiscales... Monter des expositions prestigieuses comme à l'Hôtel de la Marine participe-t-il de cette stratégie globale de soft power ?

Ces pays-là, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et à un degré moindre le Koweït sont à la fois des alliés historiques et des clients. De cette dualité naît la difficulté à établir une relation claire.

Ce sont des clients anciens de notre industrie, de nos grandes entreprises du bâtiment, de services, de transports et de la défense. Quand une entreprise remporte un contrat avec l'un de ces pays, les retombées sont positives pour notre commerce extérieur. Il faut être clair là-dessus. Seulement, ces pays-là, forts de leur puissance financière importante en raison de leurs ressources pétrolières ou gazières, ont également rendu de grands services à l'État français. Savez-vous que le richissime émirat du Koweït a contribué en 1982 lorsque les caisses de l'État français avaient besoin d'être abondées après la politique aventuriste de la gauche au pouvoir à les renflouer.

Cela ne se sait que chez un groupe d'initiés. Mais nos très chers

émirs pour reprendre le titre d'un de nos ouvrages, eux, ne l'oublient pas. Ce n'est qu'un exemple de services qu'ils nous ont rendus. Ils paient aussi des rançons pour la libération d'otages.

Enfin, lorsqu'une de nos entreprises remporte un contrat chez eux, le caractère politique compte dans le choix du vainqueur. C'est parfois du donnant-donnant.

Le Qatar est traditionnellement présenté comme un sponsor essentiel de l'islam politique et fondamentaliste. Mosquées, écoles, organisations, sont soutenues largement : quel est le projet à long terme de ces actions ?

Il s'agit pour le Qatar de peser sur le marché de l'islam européen, au même titre que les pays du

Maghreb (Algérie, Maroc surtout) ou de la Turquie en Allemagne. Le Qatar, après avoir investi dans l'industrie, l'immobilier, les médias et le sport en France, a voulu acheter de l'influence sur le secteur religieux européen. On l'a révélé dans *Qatar papers*. Ils l'ont fait assez intelligemment en faisant opérer des ONG comme *Qatar Charity* qui disent-ils sont indépendantes – ce qui est évidemment faux – pour financer des réseaux de mosquées, associations islamiques ou écoles proches des Frères musulmans, leur levier pour peser dans la sphère religieuse hors de leurs frontières. Ils veulent que les futures générations de musulmans européens ne diluent pas leurs valeurs dans un mode de vie libéral et laïc par exemple, mais restent fidèles à un islam conservateur, politique. Ils l'ont fait pendant des années en France avec la bienveillance des autorités politiques qui en avaient fait leur partenaire stratégique dans le Golfe.

Le Qatar est second fournisseur de l'Europe en gaz naturel liquéfié. Il y a peu, l'UE a voulu brandir des menaces de représailles qui ont vite été calmées par la réponse du Qatar menaçant d'un impact négatif sur la « sécurité énergétique mondiale ». Jusqu'à quel point sommes-nous dépendants de ce pays ?

Nous le sommes pour notre énergie. Ce n'est pas un hasard si le Qatar a signé pendant la Coupe du monde un important contrat avec l'Allemagne dans ce domaine. Nous avons eu besoin du Qatar en Afghanistan à l'été 2021 lorsqu'il nous a fallu évacuer nos ressortissants du pays tombé entre les mains des Talibans. Nous en avons besoin pour payer des rançons à des groupes terroristes qui ont détenu certains de nos ressortissants. Le Qatar s'est fait une spécificité en parlant aux groupes ou individus

auxquels nous refusons de parler. Mais lorsqu'on a besoin de le faire, c'est à la porte de Doha que souvent nous frappons.

Êtes-vous surpris qu'une institution comme le Parlement puisse être aussi perméable aux influences de pays tiers, que des textes et résolutions puissent être instrumentalisés, qu'une myriade de groupes informels soit créée ?

Non, je n'ai pas été surpris. Encore une fois, nous l'avions repéré en publiant *Qatar papers*. Et ce que nous avons révélé et ce que révèle le Qatargate n'est que la partie émergée de l'iceberg. Le Qatar, mais il n'est pas le seul, a une tendance ancienne à acheter de l'influence en offrant des cadeaux, voire de l'argent, à certains responsables politiques européens mais pas uniquement. Le *Sunday Times* révélait l'été dernier que le futur roi d'Angleterre, le prince Charles avait

reçu, en 2015, 3 millions d'euros de l'ancien premier ministre qatarien Hamad Bin Jassem. Ces pays du Golfe connaissent parfaitement grâce à des sociétés de communication ou de lobbying notre carte politique, les politiciens ou politiciennes susceptibles de céder aux avances financières. Ils testent et ils voient si ça marche.

Il y a un côté Pieds Nickelés dans l'affaire du Qatargate. Vous êtes un des rares à ne pas avoir été surpris. À votre avis, le mal est-il plus profond qu'on n' imagine ?

Oui, il est beaucoup plus profond parce que, outre le Qatar, il y a aussi le Maroc et d'autres pays comme l'Azerbaïdjan ou les Émirats arabes unis aux États-Unis notamment qui pratiquent ce genre de lobbying agressif. Les révélations de M. Panzeri à la justice belge avec laquelle il s'est entendu pourraient nous éclairer sur ces pratiques et leurs bénéficiaires. ■



MALBRUNOT Georges et CHESNOT Christian **QATAR PAPERS** Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe Paris, Michel Lafon, 2019

QATAR PAPERS

En 2019, et après des années d'enquête dans six pays européens et une douzaine de villes françaises, Georges Malbrunot publie avec son co-auteur Christian Chesnot le livre « Qatar Papers ».

Les deux journalistes d'investigation y exposent la dissimulation, le double langage des associations islamiques sur les financements étrangers, la politique de l'autruche de nombreux élus, les puissantes ramifications et les sommes d'argent colossales déployées en Europe pour le prosélytisme d'un islam rigoriste couplé à des intérêts directs de la famille dirigeante du Qatar.

Georges Malbrunot, ancien otage et journaliste connu pour son intégrité et franc-parler, s'est même attiré les foudres du Président Macron en 2020.

Alors que le Qatargate ébranle le Parlement européen depuis le 9 décembre, ces soupçons de corruption au cœur d'une institution centrale redonnent au travail courageux de Georges Malbrunot toute son actualité.



La douceur de vivre du Portugal



Capitale: Lisbonne
Président: Marcelo Rebelo de Sousa
Population: 10 millions
Langue: portugais

Dans ce second voyage, nous vous invitons à découvrir le Portugal, charmant pays d'histoire et de traditions, et sa capitale, Lisbonne.

par Jean-François Jalkh

C'est la destination d'Europe du Sud qui ne laisse personne indifférent. Aller à Lisbonne, notamment au printemps, c'est découvrir la douceur de vivre, une ville qui a conservé encore une partie de sa splendeur passée, tout en devenant une ville branchée et moderniste. Vos déambulations vous porteront dans des quartiers typiques, avec leur architecture et décoration si particulières, une atmosphère et une identité propres. N'oubliez pas de visiter la fameuse Tour de Belem, qui gardait l'entrée du port, les jardins aux alentours et le château de



Saint Georges avec sa vue surplombant la ville. Pour cela, il faudra utiliser les fameux tramways historiques, qui semblent sortis d'un film du début du XX^e siècle. Bien sûr, les gourmands ne manqueront pas de déguster les petits gâteaux vanillés *pastéis de nata* que l'on trouve un peu partout et de découvrir les complexités du vin de Porto que les Français méconnaissent. La *saudade*, ce sentiment mélancolique de manque vous attrapera bientôt, si vous flânez un peu trop longtemps dans les rues de la capitale portugaise... ■

Un passé d'explorateurs LE MUSÉE DE LA MARINE



Henri le Navigateur (1394-1460).
Fils du roi Jean I^{er} du Portugal, il est à l'origine de grandes explorations sur les côtes africaines.

Le Musée de la Marine, un endroit surprenant qui présente le fier passé d'explorateurs des Portugais et leur passion pour la marine. Vous y découvrirez bateaux et embarcations de toutes sortes, exposés dans un énorme hall, ainsi qu'une partie plus didactique et des objets fascinants liés à la navigation et l'exploration (sextants, astrolabes...).

Musée de la Marine : Praça do Império - Belém



Barque solaire en bronze.
Égypte, 404-332



Portrait d'une jeune femme, Domenico Ghirlandaio

MUSÉE CALOUSTE GULBENKIAN

Vous y admirerez des œuvres du monde entier, avec un important circuit d'art oriental, classique et européen ; ce musée est aussi connu des amateurs de cristal et joaillerie Lalique puisqu'il renferme quantité de pièces magnifiques du verrier français. L'art moderne portugais est ici largement présenté.

Musée Calouste Gulbenkian : Avenidas Novas Lisboa

À NE PAS MANQUER

À DÉGUSTER

>> *Pasteis de Belém, pâtisserie créée par des religieuses au XIX^e siècle. Elle n'est vendue que dans la boutique historique, située dans le quartier de Belém*



MONUMENT

>> *La Tour de Belém a été construite sur les bords du Tage entre 1514 et 1519 pour garder l'entrée du port de Lisbonne. Elle a été inscrite au patrimoine mondial de L'UNESCO en 1983*



La culture portugaise bien vivante UNE LITTÉRATURE UNIVERSELLE

Pour mieux connaître l'âme portugaise, rien ne vaut la découverte de deux immenses écrivains.

Le Livre de l'intranquillité est considéré comme le chef-d'œuvre de **Fernando Pessoa**, disparu en 1935. Son journal de bord d'une vie spirituelle relate la chronique du quotidien à Lisbonne qu'il a attribué à un modeste employé de commerce, reclus dans ses rêves. **Antonio Lobo Antunes** est l'un des plus grands écrivains européens actuels. Né en 1942, il poursuit sur une trentaine de romans une œuvre unique. Il décrit la grandeur déchue du Portugal avec une cursivité comme un long fleuve obsédant. Plusieurs de ses livres évoquent la guerre coloniale en Angola à laquelle il a participé, notamment son ouvrage *Jusqu'à ce que les pierres deviennent plus douces que l'eau* (Ed. Bourgois). ■ LH.



Antonio Lobo Antunes



Amalia Rodrigues chanteuse de Fado

LE FADO, JAMAIS FADE

Le Fado est un art musical typique du Portugal aux rythmes mélancoliques qui évoquent souvent les mêmes thèmes : l'amour, la jalousie, le chagrin, la mort. Le Fado de Lisbonne est originaire des quartiers populaires d'Alfama ou Bairro Alto. Le chanteur ou la chanteuse sont accompagnés par des instruments à cordes pincées. Le Fado dépasse les frontières du Portugal sous l'impulsion d'**Amália Rodrigues** qui mit à l'honneur des textes de poètes célèbres. À découvrir dans les quartiers historiques de Lisbonne.

5^e CONGRÈS DE CHEGA

le 29 janvier 2023

Jordan Bardella et Jean-Paul Garraud étaient présents !

Le Rassemblement National en France et la Chega au Portugal partagent la même ambition : défendre l'identité de nos nations et rendre aux peuples leur souveraineté.

Au Portugal, l'avenir s'écrit avec Chega, désormais troisième force politique du pays !



Ricardo Regalla Dias Pinto,
directeur des relations
internationales de CHEGA
avec Jordan Bardella
lors du congrès
de janvier 2023



Chega est membre du parti européen ID et M. Ricardo Regalla Dias Pinto, chef du cabinet de M. Ventura et directeur des relations internationales, nous éclaire sur la situation portugaise à laquelle son parti doit faire face.

Ricardo Regalla Dias Pinto

Pourriez-vous nous présenter le parti Chega et nous donner ses caractéristiques principales ?

Le parti CHEGA est un parti démocrate, conservateur, libéral. Nous préconisons une économie de marché, avec un État moins contraignant, qui respecte la séparation des pouvoirs et la liberté d'expression, ainsi que la culture et les traditions laïques du peuple portugais.

Quelles sont les perspectives à venir, après votre récent congrès ?

En ce moment où l'exécutif peut tomber à tout moment, nous pensons que nous sommes sortis du dernier Congrès avec un parti plus fort et uni. S'il y a des élections anticipées, il a la capacité d'entrer dans un gouvernement avec le Parti Social Démocrate, afin de mettre en œuvre les réformes que nous jugeons nécessaires, notamment, en matière de justice.

Quels sont les problèmes auxquels le Portugal est confronté ?

L'un des principaux problèmes auxquels le Portugal est confronté aujourd'hui est la corruption, qui atteint des niveaux inimaginables. Elle implique des personnalités du gouvernement, des conseils muni-

cipaux et des hauts fonctionnaires. De plus, nous avons une économie asphyxiée par le prix de l'énergie et des carburants, la pression fiscale très élevée, ainsi que par l'inflation.

Le Service National de Santé s'est effondré depuis la pandémie et la manière extrêmement idéologique dont le gouvernement socialiste gère tout cela, n'aide pas à améliorer la situation.

Encore un mot pour l'insécurité croissante, alimentée d'une part par la gestion idéologique de nos forces de sécurité, et d'autre part, par l'impunité du banditisme et de l'immigration illégale incontrôlée.

Quelle est votre vision de l'Union européenne ?

En principe, nous voyons l'Union européenne avec un regard bienveillant, mais dans le respect de la souveraineté des nations, des cultures et des traditions de chaque peuple qui la compose.

Nous n'acceptons pas une UE qui bafoue les valeurs décrites ci-dessus, avec des sanctions absurdes comme on l'a vu par exemple avec la Hongrie. Nous n'acceptons pas plus cette voie vers une union d'États fédérés, pour laquelle les peuples n'ont pas élu leurs gouvernements ou leurs assemblées. ■

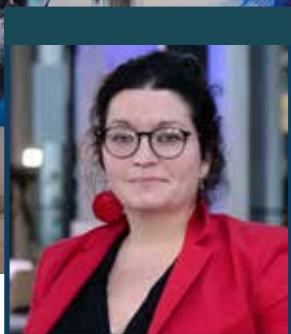
CHEGA

LE PARTI CHEGA (« Ça suffit ! » en français), né en 2019, est déjà la troisième force politique du pays. Il a réalisé une belle percée lors des élections législatives de janvier dernier (500 000 voix sur une population de dix millions d'habitants) et s'implante fortement, notamment dans certaines zones rurales du pays.

Douze députés siègent désormais au parlement à Lisbonne. André Ventura, son leader, n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin : le Portugal connaît aussi de sérieux problèmes avec l'immigration qui s'ajoute à la corruption des élites squattant la direction du pays depuis 1974 et la Révolution des Œillets.



EXPOSITION AU PARLEMENT EUROPEEN EN SOUTIEN AUX FEMMES IRANIENNES



Mathilde ANDROUËT

Député européen
Membre de la commission
environnement, santé publique
et sécurité alimentaire

“En Iran, « Femmes, Vie, Liberté » résonne encore dans les rues.

Depuis septembre 2022, les femmes iraniennes luttent, en effet, avec courage pour leurs libertés.

Malgré les menaces, les violences et les morts, la contestation se maintient, brisant les dogmes mortifères d'une théocratie aux méthodes terribles. Les visages de ces manifestants,

souvent jeunes pour ne pas dire parfois enfantins, disparaissent sous les coups des polices islamistes, aussitôt remplacés par d'autres.

Nous souhaitons leur rendre hommage; c'est pourquoi nous avons organisé au Parlement européen de Strasbourg une exposition des œuvres de Vanecha Roudbaraki, artiste iranienne qui a accepté de témoigner par son art de la grandeur de ce peuple.

L'ART POUR EXALTER L'ESPRIT DE LIBERTÉ

Le totalitarisme se caractérise par sa volonté de brider ou de briser l'art, cette discipline qui échappe à l'embrigadement. C'est un vagabondage de l'esprit, un tâtonnement de l'âme. Or, cette liberté est trop grande pour un système souhaitant

une maîtrise intégrale des individus. Un modèle politique qui accepte l'art sans le diriger est un modèle sûr de lui et de son peuple. Il lui laisse, de ce fait, ce qui est peut-être l'une des plus grandes libertés individuelles, celle de créer.

VOILE: RÉGRESSION POUR LES FEMMES ET POUR L'EUROPE

L'Iran est une civilisation multimillénaire qui s'est laissée empoisonner par des fanatiques. La question du voile est riche d'enseignement: en 1978, alors que des mouvements poussent au renversement de la monarchie, l'ayatollah Khomeyni appelle les nombreuses femmes qui participent à ces mouvements contre la monarchie à se voiler pour marquer leur opposition. Des milliers

de femmes qui ne le porteraient pas suivent alors cette consigne. Une fois le régime installé, la nouvelle législation des mollahs s'inspire de la charia. Une grande manifestation en mars 1979 à Téhéran qui rassemble des milliers de femmes opposées à cette contrainte, est brutalement réprimée.

En Iran comme en Afghanistan, l'arrivée du fondamentalisme au pouvoir débute par une attaque en règle des femmes et de leurs droits. Même ici, en Europe, via la question récurrente du voile, l'effacement du corps de la femme dans l'espace public est en jeu. Le féminin est réduit à sa dimension sexuelle, et donc tentatrice, réduisant aussi l'homme à un rôle de prédateur. C'est là une terrible régression.



Aurélia BEIGNEUX

Député européen
Membre de la commission
environnement, santé publique
et sécurité alimentaire

“Personne ne disconvient qu'il faille engager un combat en faveur de la préservation de la planète, et tous les partis soutiennent généralement ces mesures dès lors qu'elles sont raisonnables.

UN INTÉGRISME VERT

Force est de constater que dans le contexte concurrentiel actuel, l'Union européenne, qui croit pouvoir prétentieusement imposer au monde un modèle écologique, a perdu tout sens des réalités.

« DILIGENCE RAISONNABLE »

L'UE ALOURDIT LE FARDEAU DES ENTREPRISES

Elle inflige progressivement, dans tous les secteurs de la vie, un véritable totalitarisme vert, alors même que l'Europe est de loin le continent le plus vertueux écologiquement.

Voilà maintenant que la Commission européenne sort de sa boîte à idées, « la diligence raisonnable en entreprise », un texte législatif qui sera bientôt discuté au Parlement européen.

Globalement, ce texte a pour objet d'obliger les entreprises des pays membres à intégrer l'écologie comme priorité sociale absolue.

DE NOUVELLES CONTRAINTES BIEN RÉELLES

Le principe de « diligence raisonnable » contraindra chaque entreprise à réviser l'intégralité de sa chaîne de production. Une part de la rémunération variable des

directeurs sera désormais liée à l'action climatique de la société, pour placer cette priorité au-dessus même des objectifs sociaux et économiques, pourtant cruciaux en période de crise. Toutes les entreprises manipulant des produits à risques seront particulièrement visées, même si beaucoup d'entre elles assurent l'indépendance énergétique ou militaire de nos nations.

D'une manière plus générale, toutes devront intégrer « la diligence raisonnable » dans leurs politiques et leurs systèmes de gestion et rendre publiquement des comptes sur leurs actions en faveur de l'écologie. Pour couronner le tout, ces obligations s'appliqueront également aux partenaires commerciaux, installant ainsi l'auto-contrôle de toute l'économie européenne.

LE RISQUE DE MOURIR GUÉRIES

Une nouvelle fois, et après les normes de « responsabilité sociale », l'Union européenne vient alourdir le fardeau déjà écrasant des contraintes, au moment même où la guerre économique les met en concurrence de plus en plus agressive avec des puissances émergentes du monde qui, elles, s'en affranchissent allègrement.

Dans la féroce compétition mondiale dans laquelle nos entreprises sont engagées, c'est de liberté et de compétitivité dont elles ont besoin, pas de normes incessantes ou d'injustes procès d'intention.



Lu pour vous

UN CONDENSÉ DE SOUVERAINISME

par Laurent Husser

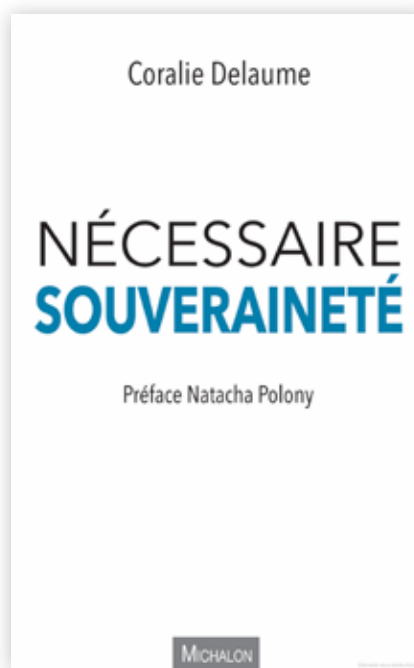
Essayiste notamment pour Marianne, Coralie Delaume, disparue en 2020, nous a laissé cet ultime texte publié en 2021, d'une actualité brûlante. Elle nous rappelle que le souverainisme n'est rien d'autre que l'autre nom de la démocratie.

Dans son ouvrage « Nécessaire souveraineté », la journaliste Coralie Delaume dénonce à la fois l'inflation administrative et législative de l'Union européenne et la perte de souveraineté de la France. Elle souligne très justement le lien entre souveraineté nationale d'une part et souveraineté populaire d'autre part. La dislocation de ce lien élargit la distance entre la population et les élites mondialisées.

Les dirigeants maastrichtiens contournent, en effet, la volonté des citoyens, en accélérant les transferts de souveraineté. Pour eux, indifférents aux avis des peuples, les 446 millions de citoyens de l'UE doivent être pris par la main: « L'Union européenne est le cadre d'airain qui emprisonne les souverainetés nationales, et « l'europhisme » est la religion séculière au nom de laquelle tout est permis, y compris d'ignorer les plus claires expressions de la souveraineté populaire. »

L'UE une « entité hybride »

Coralie Delaume met à découvert les soubassements politiques, idéologiques et philosophiques de la dissolution des nations dans la



« **NÉCESSAIRE
SOUVERAINÉTÉ** »
de Coralie Delaume
Éditions Michalon

mondialisation; elle analyse l'emprise du néo-libéralisme et le transfert de souveraineté constant vers l'Union. « Entité hybride au carrefour de l'organisation internationale et de l'État fédéral, l'Union européenne possède également des caractéristiques propres aux empires » nous dit-elle.

La logique d'un empire

Cet empire se montre toujours plus impatient. Il est réticent à laisser les États décider eux-mêmes, y compris sur des sujets vitaux comme la gestion migratoire (en Hongrie, Suède et Danemark) ; il profite de la moindre crise (financière, sanitaire, militaire, migratoire) pour étendre inlassablement son pouvoir. Ses leviers sont connus: usant des notions comme l'« État de droit » et les « valeurs de l'Union » - concepts fluctuants maniés à tort et à travers - l'UE s'imisce partout et entend décider de tout.

Dans ce petit livre énergique, il y a plus à prendre que dans l'ensemble des discours de ceux qui professent une hypothétique « souveraineté européenne » sans craindre de piétiner notre souveraineté nationale. ■

IDECRYPT.EU

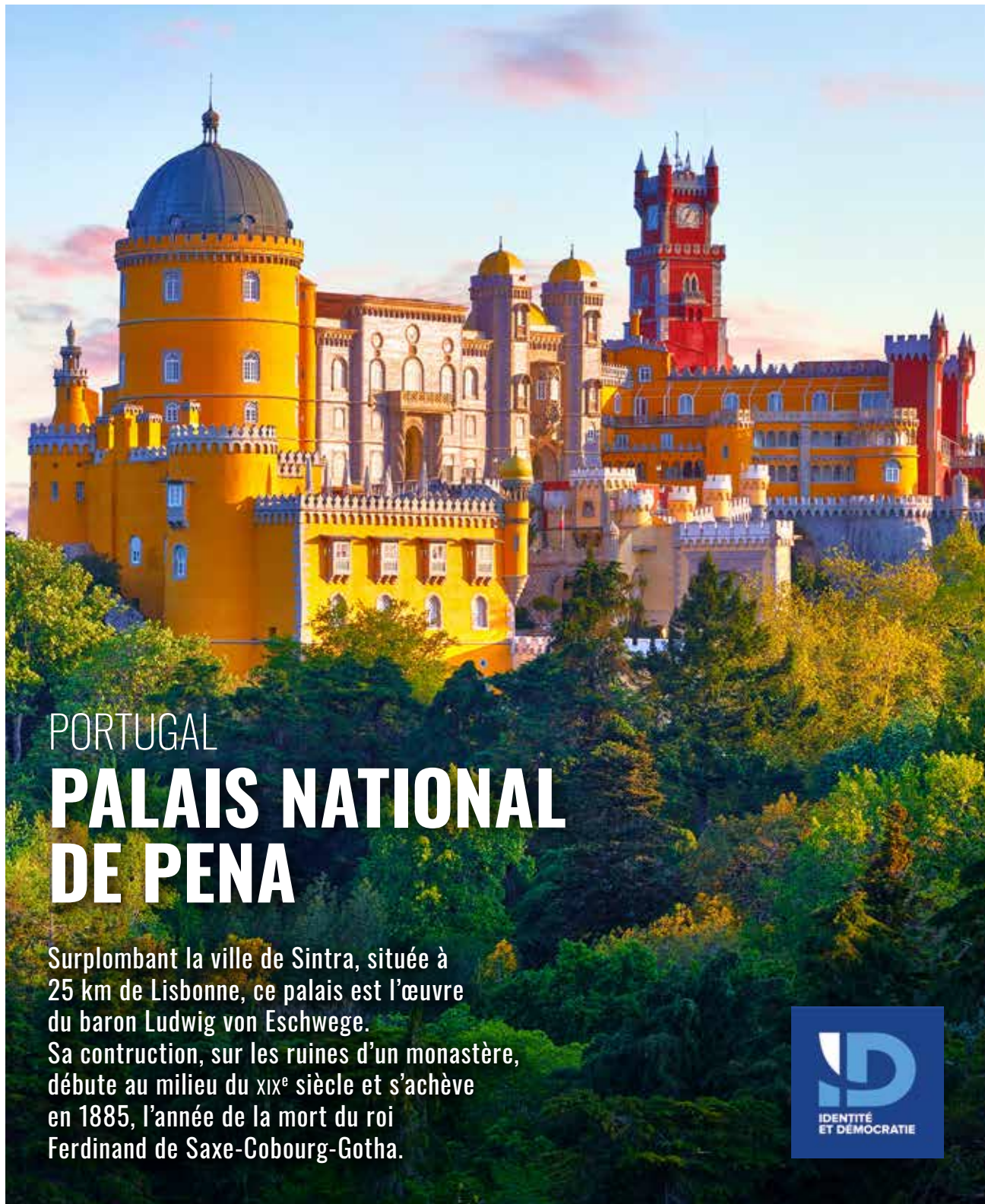
LE SITE QUI **DÉCRYPTE** POUR VOUS LES **TEXTES VOTÉS** AU PARLEMENT EUROPÉEN PAR VOS **DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL**



RESTEZ INFORMÉS



JE M'INFORME | JE SIGNE | J'AGIS



PORTUGAL

PALAIS NATIONAL DE PENA

Surplombant la ville de Sintra, située à 25 km de Lisbonne, ce palais est l'œuvre du baron Ludwig von Eschwege. Sa construction, sur les ruines d'un monastère, débute au milieu du XIX^e siècle et s'achève en 1885, l'année de la mort du roi Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha.



L'EUROPE UNE CIVILISATION